Frédéric Le Moigne, Christian Sorrel (dir.), Les évêques français de la Séparation au pontificat de Jean-Paul II

Paris, Éditions du Cerf, coll. « Cerf Histoire », 2013, 432 p.

Jacques Palard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/26483>

DOI : 10.4000/assr.26483

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 237

ISBN : 978-2-7132-2467-6

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Jacques Palard, « Frédéric Le Moigne, Christian Sorrel (dir.), Les évêques français de la Séparation au pontificat de Jean-Paul II », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 168 | 2014, mis en ligne le 07 mai 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/26483> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.26483>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Frédéric Le Moigne, Christian Sorrel (dir.), Les évêques français de la Séparation au pontificat de Jean- Paul II

Paris, Éditions du Cerf, coll. « Cerf Histoire », 2013, 432 p.

Jacques Palard

RÉFÉRENCE

Frédéric Le Moigne, Christian Sorrel (dir.), Les évêques français de la Séparation au pontificat de Jean-Paul II, Paris, Éditions du Cerf, coll. « Cerf Histoire », 2013, 432 p.

- 1 Cet ouvrage est, pour l'essentiel, le fruit d'un colloque organisé à Lyon en novembre 2010 par l'équipe « Religions, Sociétés et Acculturation » du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes. La tenue de ce colloque s'est elle-même inscrite dans la foulée de la publication, quelques semaines plus tôt, du *Dictionnaire des évêques de France au XX^e siècle*, préparé sous la direction de Dominique-Marie Dauzet et Frédéric Le Moigne (Paris, Le Cerf) : les organisateurs de la rencontre ont ainsi cherché à valoriser ce dictionnaire en le considérant comme un instrument de travail et une somme raisonnée d'informations, propres à l'ouverture d'un nouveau chantier par la mobilisation et la mise en œuvre des matériaux ainsi réunis. Il s'est agi dès lors de passer de « la mise en miroir des destins individuels » – présentés dans pas moins de 695 notices – à « un portrait de groupe » (p. 17), dont la réalisation a aussi, *de facto*, bénéficié de bien d'autres sources documentaires. Parmi les vingt-deux contributeurs à l'ouvrage, quinze ont été associés à la rédaction des notices du *Dictionnaire*, ce qui traduit une nette relation de filiation...
- 2 L'intérêt du projet tient à l'importance de la place occupée par un groupe singulier et notable de dirigeants religieux et par les fonctions qu'il a exercées au cours d'un XX^e siècle marqué par une série d'événements politiques et religieux majeurs : la loi de Séparation des Églises et de l'État, deux guerres mondiales, les ruptures que représentent la condamnation de l'Action française et l'organisation du Concile de Vatican II... De façon sans doute plus profonde et radicale encore, l'Église catholique a dû faire face, dans la seconde moitié du siècle, à la réduction rapide et drastique de ses ressources humaines et matérielles du fait d'un mouvement tout à la fois de sécularisation, de déprise culturelle et de déclergification. L'épiscopat s'est trouvé au tout premier rang des décideurs institutionnels pour pallier les effets de cette mutation et impulser, avec les moyens dont il disposait, des modes, tantôt traditionnels et tantôt innovants, de gestion de la rareté.
- 3 La position qu'occupe l'épiscopat est en effet originale : placé sous l'autorité directe du pape, chacun de ses membres est à la tête d'un diocèse, au sein duquel il dispose des plus larges prérogatives en matière d'enseignement, de célébration et de gouvernement. On est fondé à voir dans ce corps une élite sociale et religieuse. Frédéric Gugelot précise à cet égard que cette élite, formée par de longues études, est toutefois « plus professionnelle qu'intellectuelle » (p. 162), et que la fonction de médiation et de transmission, régulée par une institution attachée à la doctrine, l'emporte sur celle de création, y compris sur le terrain théologique.
- 4 La difficulté de l'entreprise est à la dimension de l'ampleur des données disponibles : comment témoigner d'un corpus aussi riche et aussi segmenté, et quelles lignes

directrices dégager qui puissent rendre compte à la fois de figures épiscopales singulières et de stratégies d'ensemble, conçues et impulsées à la fois *ad intra* et *ad extra* ? Les directeurs de l'ouvrage ont retenu quatre axes prioritaires, qu'il convient d'évoquer pour être mieux en mesure d'en évaluer l'architecture. La première partie, ouverte par la contribution de Frédéric Le Moigne, prend en compte la notion de « génération épiscopale » ; cette notion permet de dresser un tableau diachronique sous forme de « biographie collective » et de dégager les orientations qui président aux nominations épiscopales sous les divers pontificats, processus de sélection à l'évidence crucial qui fait apparaître les opérateurs clés, parmi lesquels le cardinal Maglione, nonce à Paris de 1926 à 1936, Pie X, véritable maître du jeu, ou Jean-Paul II, qui, en 27 ans, a procédé à quelque 140 nominations. Deux chapitres consacrés respectivement aux évêques des pays de langue allemande (Catherine Maurer), texte à caractère historiographique, et à l'épiscopat espagnol (Benoît Pellistrand) viennent compléter cette première partie, sans chercher toutefois à apporter des éléments à visée comparative, sinon, en ce qui concerne l'Espagne, au travers de l'usage qu'il est fait de la notion de génération. La seconde partie est consacrée à ce qui se veut un « portrait de groupe » ; cet axe donne lieu à un large éventail d'analyse : l'évolution des rapports entre la France et le Saint-Siège relatifs aux nominations épiscopales, la formation des évêques (Paul Airiau), l'évolution des positions à l'égard de l'armée (Xavier Boniface), les contours du « style » épiscopal (Yvon Tranvouez), la vie spirituelle des évêques (Dominique-Marie Sauzet), la perception de l'épiscopat par les catholiques contestataires (Jacqueline Lalouette)... Frédéric Le Moigne montre clairement que l'élection de Pie XII en 1939 marque une césure dans la pratique des consultations diplomatiques, jusqu'alors consensuelles, entre le Quai d'Orsay et le Saint-Siège. Parmi les éléments qu'elle retient pour une « sociologie des évêques de France », Catherine Grémion met en exergue l'attitude à l'égard des innovations et rappelle l'intérêt d'une comparaison, à caractère heuristique, avec les hauts fonctionnaires dans leur rapport différencié au changement ; la dichotomie qu'elle opère entre le type du « missionnaire », plus traditionnel, et celui du « militant », plus urbain et au parcours d'abord extérieur à l'institution, est de nature à éclairer certaines des divergences entre courants pastoraux ou théologiques.

- 5 La troisième partie de l'ouvrage s'attache à présenter « l'évêque en son diocèse » : on y observe les relations entre le titulaire du siège épiscopal et ses collaborateurs directs, à commencer, le cas échéant, par son coadjuteur ou son auxiliaire (Bruno Dumons) ; la singulière originalité de la forte implication du cardinal Tisserant dans son diocèse italien aux faibles ressources de Porto et Santa Rufina (Étienne Fouilloux) ; l'exercice du métier d'évêque par Mgr Chappoulie dans son diocèse d'Angers (Jean-Luc Marais) ; la fonction épiscopale de bâtisseur (Olivier Chatelan) ; mais aussi, de façon ici plus inattendue, deux chapitres qui traitent de perspectives plutôt nationales : le discours épiscopal sur les partis politiques et le vote, et l'évolution des relations entre les évêques et l'Action catholique. Ces deux contributions ont en commun d'analyser une forte évolution dans l'exercice de l'autorité épiscopale au début des années 1970 : Laurent Ducerf montre le caractère novateur et structurant du texte présenté en 1972 par Mgr Matagrín sur les relations entre foi et politique, document qui plaide en faveur de la reconnaissance du pluralisme partisan des catholiques. L'évolution de la place reconnue à l'Action catholique constitue également un véritable analyseur institutionnel de l'épiscopat français : elle conduit Tangi Cavalin à s'interroger sur « les raisons pour lesquelles les évêques ont constamment soutenu un modèle pastoral qui

déstabilisait leur magistère » (p. 281) ; l'auteur voit dans la décision prise en 1975 par l'assemblée des évêques d'abandonner le « mandat » confié aux mouvements d'Action catholique à la fois « l'aveu d'un échec » et « le moment d'une restauration du pouvoir symbolique des évêques dans l'institution » (p. 296), source d'une possible compensation de leur perte d'emprise sur le social.

- 6 L'intitulé très générique de la quatrième et dernière partie – « Un épiscopat français » – manque assurément de précision d'ordre thématique ou problématique, alors que s'y trouve traitée de façon privilégiée la question des rapports de pouvoir : pouvoir intra-institutionnel et pouvoir au sein du système sociopolitique. L'analyse que le théologien Jean-François Chiron consacre à la théologie de l'évêque de Vatican I à Vatican II insiste sur la « limite structurelle du discours de Vatican II sur la collégialité » (p. 309) du fait d'une juxtaposition entre deux ecclésiologies, celle de la *juridictio* et celle de la *communio*. Cette dimension théologique n'est pas véritablement dissociable de la question de l'organisation de l'épiscopat, dont traitent successivement Séverine Blenner-Michel, qui analyse le fonctionnement de l'Assemblée des cardinaux et archevêques, instance de réflexion et de représentation qui est en place de 1919 à 1964, Christian Sorrel, qui étudie la première décennie de la Conférence épiscopale française (1964-1974), et Florian Michel, qui s'intéresse à la capacité réflexive et productive de la Commission épiscopale liturgique, créée dès 1951. Au cours de la période postconciliaire, on perçoit clairement la double dimension des enjeux : la constitution d'un épiscopat national qui tend à prendre l'ascendant sur les orientations individuelles – « l'évêque en son diocèse, ou un élément dans un épiscopat ? », s'interroge ainsi Jean-Dominique Durand en conclusion de l'ouvrage – et la suspicion que manifeste Rome à l'égard d'une telle forme de structuration nationale, qui vient faire écran au processus de centralisation romaine. Un examen du synode romain extraordinaire de 1985, vingt ans après la clôture du Concile Vatican II, et du texte alors produit par la Commission internationale de théologie sous la plume du futur cardinal Eyt, aurait permis d'élucider les termes du conflit qui a finalement abouti au refus d'appliquer à l'institution catholique le principe de subsidiarité, en vertu du principe selon lequel la vérité ne se divise pas... Dans la large fresque qu'il consacre à l'étude des rapports entre les évêques et la question politique depuis la fin du XIX^e siècle, Philippe Portier met l'accent sur la rupture que représente à ses yeux le passage d'une « religion normative » à une « religion réflexive », qui s'entrecoupent d'ailleurs, sur le plan chronologique, au cours des années 1945-1965 : la première figure est commandée par la volonté de « reconstruire l'ordre politique autour de l'unité de foi » (p. 365), objectif qui a commandé une forte propension au ralliement au pétainisme, synonyme d'un retour rêvé à un ordre social-chrétien, alors que la seconde procède d'une conversion au principe de différenciation et au pluralisme, tant politique qu'institutionnel. La reconnaissance conciliaire de la liberté religieuse porte la marque et induit tout à la fois ce changement de paradigme. On peut discuter l'orientation finale de cette contribution et mettre en question la proposition selon laquelle pareille ouverture constitue l'Église catholique « en lieu central de recomposition de l'intelligence du monde contemporain » (p. 388).
- 7 Sans doute pourrait-on faire la liste de thèmes qui auraient légitimement pu prendre place dans l'ouvrage, en particulier, pour la période récente, la portée et la signification des synodes diocésains, la place croissante accordée aux laïcs – le plus souvent des femmes... à des postes de responsabilité – le réaménagement territorial des secteurs pastoraux... Mais ce n'est là, sans doute, qu'affaire de préférence. Une seconde

remarque mérite peut-être plus d'attention : le colloque dont les actes sont ici publiés a sans nul doute donné lieu à échanges et à débats, et peut-être aussi à confrontations ; les restituer au moins pour partie eût été de nature à dégager des lignes de force, qui auraient ainsi pu être mises à profit pour animer l'ouvrage, y compris dans sa structure interne, afin de pallier l'impression de juxtaposition. Il n'en demeure pas moins que ce volume présente l'insigne qualité de mettre au cœur des diverses voies qui sont inventoriées le rôle d'acteurs religieux, et d'acteurs de premier rang : leurs motivations, leur parcours, leur organisation et leurs décisions. La combinaison de portraits individuels et de tableaux de groupes permet de donner corps et visages à la hiérarchie catholique. Les auteurs font la preuve de l'intérêt de leur objet d'étude, largement revisité grâce à une documentation fortement renouvelée et enrichie et qui constitue à coup sûr une dimension à part entière de l'histoire de la France du xx^e siècle.